**«L’objectif des casserolades est de porter une parole d’en bas»**

Héritée des charivaris du XIXe siècle, la pratique consiste à dénoncer la surdité du pouvoir, rappelle l’historien Emmanuel Fureix.

RECUEILLI PAR LOUIS FAURENT

Vendredi, à son arrivée à Châteauroux (Indre), Elisabeth Borne a pu profiter, gratuitement, d’un énième concert de casseroles. La pratique accompagne en effet depuis quelques jours les déplacements des membres du gouvernement ou du chef de l’Etat. Un type de manifestations loin d’être nouveau : il est né sous la monarchie de Juillet, en 1830. Emmanuel Fureix, historien des cultures politiques, revient sur cette genèse aux relents de colère populaire.

A quand remonte cette pratique de la casserolade ?

Ces concerts de casseroles ressemblent en fait à une résurgence des charivaris du XIXe siècle. Dans les années 1830, à une époque politiquement très mouvementée, le peuple qui n’a encore que peu accès au vote cherche à se faire entendre. Il détourne pour cela un rituel qui consistait à humilier les veufs lors de leur remariage avec une jeune fille. Cette tradition prend alors un usage politique et les déplacements des députés et des préfets sont fréquemment perturbés par des brouhahas et des insultes.

Quelle est la portée symbolique de ces manifestations ?

En utilisant des casseroles, mais aussi des poêles, des sifflets ou des chaudrons - des objets du quotidien -, l’objectif est de porter une parole d’en bas. Incapable de s’exprimer dans les urnes, le peuple se manifeste dans la rue. D’ailleurs, à partir de 1848 et l’universalité du suffrage masculin, la pratique du charivari disparaît progressivement. C’était finalement une manière pour la vox populi de dénoncer un pouvoir qu’elle jugeait sourd à ses revendications. En ce sens, le parallèle avec aujourd’hui est évident.

Quelles conséquences pouvaient avoir ces charivaris ?

L’écho dans l’opinion publique est important dans les années 1830. La foule n’est généralement pas très nombreuse pour accueillir les politiques au son des casseroles, mais les relais médiatiques sont très efficaces. C’est encore un point commun avec les épisodes de ces derniers jours. Quelques centaines de personnes peuvent suffire pour créer l’événement. Au XIXe siècle, la presse politique et satirique se faisait le porte-voix des charivaris - un journal portait d’ailleurs le même nom que cette pratique. De nos jours, les réseaux sociaux et Internet décuplent l’efficacité de la communication.

Quelles étaient les réactions politiques ? A-t-on déjà essayé d’interdire ces rassemblements ?

Pour les personnalités politiques ciblées, les charivaris étaient des moments humiliants. D’autant qu’il y avait une véritable stratégie de harcèlement. On allait jusqu’à les réveiller en pleine nuit sous leurs fenêtres. Le pouvoir a donc essayé d’empêcher ces manifestations en adressant par exemple, en 1833, une circulaire aux préfets. Ceci étant, les moyens de répression restaient limités puisque à part des faits de tapage, il n’y avait pas grand-chose à reprocher aux opposants.

Cette tradition est-elle propre à la France ?

Si elle est née ici, la pratique du charivari ou des casserolades s’est mondialisée. Elle s’est beaucoup développée en Amérique du Sud dans les années 2000 mais on a aussi pu la voir plus récemment avec le mouvement des Indignés en Espagne en 2011 ou au Québec en 2012 [avec les manifestations étudiantes du «printemps érable», ndlr]. Le sens donné aux concerts de casseroles est en général le même que celui de 1830, à savoir un désir de faire entendre une voix populaire étouffée. Mais on a également observé d’autres messages, comme celui de la casserole vide, symbole d’un coût de la vie trop élevé, ou celui de la casserole judiciaire. En 2017, en France, les déplacements de campagne de François Fillon étaient souvent accueillis bruyamment.

**COLÈRE SOCIALE Des mobilisations qui font du bruit**

Les déplacements ministériels ont de nouveau été perturbés, voire annulés, vendredi après les concerts de casseroles organisés par les opposants à la réforme des retraites. Un appel a été lancé pour une casserolade lundi.

PAR JEAN-BAPTISTE CHABRAN ET DAMIEN DOLE

Quatorze : c’est le nombre rarement atteint de ministres et secrétaires d’Etat qui devaient se rendre simultanément sur le terrain, vendredi. «Je pense qu’il ne faut jamais fuir nos compatriotes, toujours du dialogue, toujours du contact, toujours sur le terrain», a résumé Bruno Le Maire dans une interview sur LCI. Sauf qu’à chacun des déplacements officiels prévus vendredi, c’était la même bande-son - casseroles et chants hostiles - et un même mot d’ordre : perturber les visites et noyer la communication gouvernementale dans un océan de slogans anti-réforme des retraites. Résultat de ces «Jeux olympiques du zbeul» (du bordel), comme l’appellent certains des opposants : trois ministres ont dû annuler tout ou partie de leur déplacement et aucun autre ne s’est laissé tenter par des bains de foule.

Les cabinets avaient pourtant mis à l’ordre du jour des sujets censés faire oublier la réforme honnie. Avec un succès très relatif. Le déplacement en Seine-Saint-Denis du ministre de la Santé, François Braun, illustre ce décalage. En allant visiter un centre de santé privé flambant neuf à Montreuil, il venait parler des difficultés d’accès à la médecine en Seine-Saint-Denis. Mais à l’entrée, 250 manifestants l’attendaient avec sifflets, bruits de casseroles et chants contre le Président et sa réforme. Françoise, «éprise de justice» et artiste de 60 ans, a même apporté sa brosse à cheveux pour taper contre les grilles en métal.

Après deux heures de flottement, le ministre de la Santé a été contraint de rentrer en catimini, par une sortie de secours. Le tout grâce au concours d’un dispositif policier qui apparaît démesuré pour un déplacement relativement anodin. François Braun prend ensuite la parole comme si de rien n’était au quatrième étage du bâtiment. Pendant son discours, les casseroles et les sifflets des manifestants se font toujours entendre. Mais quand il s’adresse à la presse quelques minutes plus tard, le ministre balaie d’un revers de main la colère qui s’exprime au-dehors et assène : «Ce ne sont pas des bruits de casserole qui m’empêcheront de continuer à travailler et à avancer.»

**«la ministre a fait la visite fissa»**

Ils ont pourtant dissuadé trois de ses collègues de se montrer sur le terrain. Le ministre de la Justice, Eric Dupond-Moretti, qui devait venir jeudi à Valence, a annulé sa venue. La ministre déléguée chargée de l’enseignement et de la formation professionnelle, Carole Grandjean, a fait de même pour son déplacement prévu vendredi à Toulouse, car sa «sécurité n’était plus assurée», selon son ministère. Dans la foulée, c’est le secrétaire d’Etat au Logement, Olivier Klein, qui a dû «battre en retraite», selon les mots de la CGT de Seine-Saint-Denis. L’ancien maire de Clichy-sous-Bois devait se rendre à Bobigny pour une réunion d’acteurs du logement. Un «comité de non-accueil» était prévu après «l’annonce de cette venue, vécue comme une véritable provocation», fustige la CGT 93.

La ministre du Tourisme, Olivia Grégoire, a bien été jusqu’en Loire-Atlantique. Mais a dû sérieusement alléger son programme. Elle a d’abord annulé un premier arrêt prévu dans un camping de la Baule, alors que seule une cinquantaine de personnes l’attendait. Direction Guérande mais, selon Ouest-France, «la ministre a fait la visite fissa pour ne pas entendre la batterie de cuisine». La troisième étape, dans un autre camping, a été purement et simplement annulée.

Certains de ses collègues ont, eux, choisi la ruse, comme Olivier Dussopt. Entre les annonces, annulations et reports, on a essayé de retracer le programme imaginé puis réalisé du ministre du Travail : attendu en Saône-et-Loire vendredi, deux déplacements étaient initialement prévus, le matin à Fontaine et l’après-midi à Saint-Vallier. Le premier a finalement été annulé, le second déplacé dans la matinée et une troisième visite ajoutée à la dernière minute à Dracy-le-Fort. Mais les manifestants et leurs casseroles ont tout de même réussi à suivre le ministre dans ses déplacements, rapporte le Journal de Saône-et-Loire. Aux abords de l’entreprise Poêles et cheminées, où Olivier Dussopt s’est rendu, une soixantaine de manifestants l’attendaient poêle en main.

**Dispositifs policiers démesurés**

Le gouvernement et ses communicants ont changé de braquet. Fini les balades dans la rue à la rencontre de Français qui n’auraient pas été triés sur le volet ou dans des communes acquises au Président. Les images désastreuses enregistrées le 14 avril, où Elisabeth Borne s’est vu interpellée dans les rayons d’un supermarché, et surtout mercredi, lors d’une visite d’Emmanuel Macron dans le Bas-Rhin, ont tourné en boucle. Ce qui a entraîné une escalade répressive, avec des dispositifs policiers démesurés et un arrêté de la préfecture de l’Hérault interdisant notamment «l’usage de dispositifs sonores portatifs» dans la commune de Ganges, où Emmanuel Macron s’est déplacé jeudi. Et si Gérald Darmanin a rejeté vendredi matin la faute sur des gendarmes qui n’auraient pas compris l’arrêté, toujours est-il que des casseroles ont été confisquées à des manifestants et qu’elles semblent effrayer le pouvoir en place, plus encore que les mobilisations de masse.

«La casserolade organisée lors du discours de Macron lundi traduisait un sentiment général : on n’a pas envie de l’entendre nous dire qu’il tourne la page», explique Lou Chesné, co-porte-parole de l’organisation altermondialiste Attac. Le musée d’Orsay occupé par la CGT spectacle vendredi matin, ou le camion loué par la même CGT dans l’après-midi roulant devant l’Elysée avec des affiches «Notre retraite, on n’y touche pas» et «Macron démission !» ont également marqué les esprits. Mais c’est bien la méthode de la casserolade (lire ci-contre), elle aussi pacifique, qui est la plus reprise lors des déplacements contre Emmanuel Macron et les ministres. Et pour fluidifier les déplacements de casseroles sur le chemin des ministres, Attac cartographie les déplacements prévus, passés ou annulés de Macron et du gouvernement. Avec un succès énorme sur les réseaux sociaux.

«Ces rassemblements sont la suite logique du mouvement social depuis janvier dans lequel on a vu des manifestations sur tout le territoire, même dans de petites villes. Donc ces visites ministérielles un peu partout, c’est l’idéal pour les opposants.» Lundi, Attac appelle à une nouvelle casserolade à 20 heures devant les mairies et dans les rues, pour «fêter» le premier anniversaire de la réélection d’Emmanuel Macron.